

International Civil Society.COLAS, *Alejandro*s. Oxford, UK,  
*Blackwell Publishing*, 2001, 230 p.

Georges M. Hénault

Volume 34, Number 2, juin 2003

Les détroits maritimes : des enjeux stratégiques majeurs

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/009189ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/009189ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Hénault, G. M. (2003). Review of [**International Civil Society**.COLAS, *Alejandro*s. Oxford, UK, *Blackwell Publishing*, 2001, 230 p.]. *Études internationales*, 34(2), 319–321. <https://doi.org/10.7202/009189ar>

savoir si la conclusion des auteurs est justifiée étant donné les preuves contenues dans les quatre principaux chapitres du livre : l'analyse de John Hannigan sur l'industrie mondiale du divertissement ; l'essai novateur de Lloyd Wong sur l'identité culturelle et la citoyenneté au Canada ; l'étude de Ron Deibert de la campagne réussie sur internet contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), probablement l'article le plus utile pour les professeurs de relations internationales et des mouvements sociaux et qui a déjà paru dans le *International Studies Perspectives*, et le chapitre de Marc Raboy sur la politique de la communication. Encore une fois, on perçoit une perspective canadienne dans ces analyses, ce qui va de pair avec l'origine des auteurs, mais qui nuit par le fait même à la perspicacité et à l'utilité générales du volume. L'équilibre est aussi problématique, dans la mesure où certains chapitres traînent en longueur – heureusement, le meilleur est le plus court. Cette analyse représente aussi le plus important défi à la thèse des directeurs, avec Deibert qui conclut comme suit : « À l'avenir, la controverse sera en grande partie centrée sur la façon d'intégrer les activistes des ONG (organisations non gouvernementales) et de la société civile dans les processus de prise de décision au niveau national et international. La question de savoir s'il faut oui ou non les intégrer est déjà controversée. » (p. 104).

Les directeurs ont fait un excellent travail de mise en contexte des enjeux posés par la mondialisation dans leur introduction et leur conclusion. Les activistes sociaux, en

particulier, trouveront cet ouvrage utile. Sa documentation et ses annexes sont parmi ses éléments les plus forts, aux côtés des questions ouvertes pour une recherche plus poussée que la trame conceptuelle de l'ouvrage soulève. Par exemple, est-ce que le *fantasy park* auquel réfère le titre ne serait pas l'État en tant que tel (et est-ce que l'État moderne est le produit de l'industrie mondiale du divertissement), où les éléments les plus importants des manifestations anti-mondialisation ont depuis longtemps pris le chemin de l'internet ?

Lawrence T. WOODS

*American University of Sharjah*  
*Émirats arabes unis*

### **International Civil Society.**

COLAS, *Alejandro*. Oxford, UK,  
*Blackwell Publishing*, 2001, 230 p.

Tiré de la thèse de doctorat de l'auteur à la « London School of Economics and Political Science », ce livre a pour objectif de démontrer la pertinence des agences volontaires, non étatiques, collectives, sociales et politiques dans le concert des relations internationales. C'est en effet l'ensemble de ces acteurs que Colas regroupe sous le vocable de société civile. Il cherche à en voir les pratiques pour mieux comprendre la solidarité transnationale au sein des mouvements sociaux et son impact sur la société internationale. L'approche ne se veut pas historique mais plutôt une recherche portant sur une catégorisation sociologique de la société civile internationale.

La définition qu'il donne de la société civile internationale reflète bien l'esprit et la culture de sa dé-

marche méthodologique. En effet, il pré-cise que « la société civile internationale est l'espace socio-économique et politique créé internationalement et à l'intérieur des États par l'expansion des relations capitalistes de production où les mouvements sociaux modernes poursuivent des buts politiques spécifiques » (p. 50) dont l'émergence se situe vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (p. 59). Une des questions particulièrement importantes que l'auteur pose à la fin de son deuxième chapitre est celle de l'ambiguïté qui pèse sur la légitimité politique des organisations non gouvernementales internationales (ONGI) qui en tant que groupes de pression ne sont redevables que devant leurs membres. Or cette ambiguïté se renforce lorsque les spécialistes de ce type d'organisation relèvent des différences notoires entre les sous-catégories d'acteurs que sont les ONGG (soutenues par les gouvernements), les ONGD (appuyées par les agences Donatrices d'aide), les ONGE (celles provenant du regroupement des entreprises du secteur privé), les ONGQ (c'est-à-dire les Quasi ONG) et enfin les ONGGIG (ou ONG gérées et initiées par le gouvernement dont l'acronyme anglais GRINGO est savoureux pour les hispanisants).

L'analyse de la place et du rôle des ONGI dans la gouvernance globale est particulièrement intéressante. En effet, l'auteur remarque tout d'abord que l'on se doit de dissocier la société civile internationale de l'émergence de la mondialisation qui est bien plus récente. Il poursuit ensuite en affirmant qu'il ne s'agit pas d'une activité sociopolitique transnationale récente qui joue le rôle de contrepoids démocratique aux instances de gouver-

nance mondiale sans imputabilité, car de nombreux acteurs de la société civile internationale ne sont ni démocratiques ni imputables. En d'autres termes, il n'y a rien d'intrinsèquement progressiste ou démocratique à propos de la société civile internationale (p. 139). La question clé qui émerge alors est de savoir comment la relation entre l'État et la société civile se transforme internationalement sous les pressions de la mondialisation.

L'activisme des organisations de terrain internationales devient plus efficace grâce à la mondialisation des outils et media audiovisuels, la popularisation du courrier électronique et d'internet, une plus grande mobilité des individus (tout au moins pour ceux des pays de l'OCDE) ainsi qu'une familiarité accrue de l'opinion publique à l'égard des causes défendues par les ONGI. Le rapport de la Commission sur la gouvernance mondiale mentionne explicitement que cette dernière doit inclure non seulement les grandes organisations internationales, mais aussi les ONG, les mouvements de citoyens, les entreprises multinationales et les marchés financiers internationaux. En l'absence d'autorité centrale, ces deux premières catégories d'acteurs qui travaillent parfois de concert, parfois en parallèle ou même en situation de concurrence, se doivent de coopérer pour affronter les défis mondiaux. Cela n'est certes pas une tâche facile. En effet, le nombre d'ONG participant, par exemple, aux grandes conférences internationales s'est multiplié depuis la première rencontre sur l'environnement à Stockholm en 1972. Ainsi, plusieurs centaines d'entre elles se trouvent accréditées offi-

ciellement alors que des milliers y participent *de facto* faisant ainsi de ces fora mondiaux un outil de visibilité médiatique sans précédent ainsi qu'un lieu de réseautage démultipliant leur impact.

Mais voilà que, force est de constater, les ONGI ne sont pas toutes égales. En effet, celles issues des pays de l'OCDE tendent à être mieux pourvues de moyens techniques et financiers que leurs consoeurs du Tiers Monde. Leur impact au sein de ce nouveau multilatéralisme complexe ne peut alors être le même. Des études empiriques (dont l'auteur ne mentionne pas les coordonnées) démontrent que l'impact de l'activisme mondial féministe, écologique ou encore syndical ne reflète pas un tout harmonieux. Ces nombreuses divergences qui apparaissent tant au niveau des intérêts que des idéologies entre les ONGI se trouvent être l'expression des divers clivages sociaux caractérisant le capitalisme mondial. Colas va jusqu'à affirmer que contrairement à de nombreuses recherches dans ce domaine, il lui semble que la gouvernance globale sert davantage à résoudre les conflits internes ou nationaux de classe sociale par la légitimation qu'apporte le respect des normes internationales que la classe dirigeante utilise pour mieux asseoir son emprise.

Deux conclusions retiennent particulièrement l'attention du lecteur. Tout d'abord, la société civile se veut autant un domaine de conflit et contradiction qu'un champ de coopération et de solidarité. Ensuite, l'État souverain traditionnel et territorial demeure, et ce, de façon paradoxale, le lieu essentiel pour la mise en place du changement radical

mondial qu'il soit socio-économique ou politique (p. 176).

En dépit de quelques constats de type normatif, ce livre, dense et théorique offre une lecture neuve du rôle clé que peut jouer la société civile internationale dans le système de gouvernance mondiale. Sa démonstration eût été plus convaincante s'il avait approfondi l'impact concret de quelques-unes de ces grandes ONGI que sont, par exemple, Médecins sans frontières, Transparency International, Green Peace, la Chambre de commerce internationale, Amnesty International. Il eût été également révélateur d'étudier les sources de financement de ces ONGI pour mieux en découvrir les motivations politiques, les liens qu'elles entretiennent notamment avec la haute direction des Organisations Internationales et la propension marginale de ses élites à la collusion mondialisée.

Georges M. HÉNAULT

*École de Gestion  
Université d'Ottawa, Canada*

### **Non-State Actors in International Relations.**

*ARTS, Bas, Math NOORTMANN et Bob  
REINALDA (dir.). Burlington, Ashgate,  
2001, 334p.*

Il y a trois types d'acteurs non étatiques : les acteurs non étatiques (ANE) en faveur de l'intérêt public (souvent les organisations non gouvernementales proprement dites), les sociétés privées orientées vers l'objectif du profit et les organisations publiques internationales. Leur influence sur la vie internationale croît, notamment en matière d'information et d'expertise, mais aussi d'influence